

Comptes pour mineurs

Récemment la compétence des parents à gérer les comptes de leurs enfants mineurs a été remise en question dans certains médias.

Notre banque adopte une approche pragmatique sur cette question, conformément à la ligne de conduite de l'Association belge des banques.

Cela signifie en principe que (seuls) les parents ont le droit de gérer le compte de leur enfant. Toutefois, pour certaines opérations ils ont besoin de soumettre un certificat d'autorisation du juge de paix. Les fonds issus d'un héritage ou d'une ordonnance de la Cour doivent rester bloqués jusqu'à l'âge de la majorité.

Si vous souhaitez plus d'informations sur les méthodes pour optimiser les investissements sur les comptes de mineurs, vous pouvez consulter notre service commercial au +32 (0)3 241 09 93.

L'incapacité juridique

- Tant qu'un jeune n'a pas 18 ans, il est juridiquement «*inapte*». Il ne peut engager des actions juridiques importantes tout seul.

Pour certaines personnes la minorité peut être prolongée de façon illimitée, par exemple dans le cas d'un handicap mental. Les parents ou le tuteur sont autorisés à engager les actions juridiques les plus importantes au nom de leur enfant mineur. Certains actes de gestion nécessitent l'autorisation d'un juge de paix, par exemple emprunter au nom du mineur, acheter un bien immobilier en son nom, accepter une succession etc. Lorsqu'un seul parent est décédé, aucun tuteur n'est désigné. Lorsque les deux parents sont décédés, un tuteur est désigné. Seul un tuteur «sur les biens» est autorisé à représenter l'enfant dans le cadre d'investissements.

- Pour le mineur lui-même il y a quelques exceptions à «*l'incapacité juridique*». Un mineur peut théoriquement et quel que soit son âge lui-même ouvrir un compte d'épargne simple et faire des dépôts.

En raison de l'obligation d'identification, possession d'une pièce d'identité, cette démarche ne peut se faire concrètement qu'à partir de 12 ans. Dès l'âge de 16 ans le mineur, sans autorisation préalable de ses parents, peut faire un retrait maximum de 125 € par mois sur son compte épargne. Dans certaines banques les mineurs peuvent également ouvrir un compte à vue, à condition que le compte à vue ne soit jamais débiteur.

Pour tous les autres investissements, l'ouverture d'un compte de titres et l'achat et la vente de titres, les parents doivent en principe représenter l'enfant mineur.

Le pouvoir de gestion et la jouissance légale

- Concernant les investissements, seuls les parents ou le tuteur sont/est compétent(s) pour ouvrir ou fermer un compte de titres au nom du mineur. Ils jouissent en effet d'une compétence de principe pour gérer les avoirs financiers du mineur. Le **pouvoir de gestion** implique aussi que l'on peut conserver ces actifs soi-même, les transférer vers un (autre) organisme financier ou choisir un gestionnaire d'actifs institutionnel. Pour la vente de titres les parents doivent en principe s'adresser à un juge de paix. Vendre et réinvestir dans des titres similaires à un risque inférieur ou égal est autorisé. En cas de nomination d'un tuteur, ce dernier est obligé de déposer tous les fonds et tous les titres d'un mineur sur un compte. Aussi un tuteur peut seulement réinvestir dans des effets similaires. Un tiers peut prendre l'initiative d'ouvrir un compte d'épargne ou de titres au nom du mineur, mais l'un des parents, grands-parents ou le tuteur doit signer l'accord pour l'ouverture du compte en tant que représentant légal.
- Pour éviter les problèmes à la vente de titres, il est souvent préférable d'avoir recours à la **gestion discrétionnaire** d'un organisme financier. Cela s'applique également aux indivisibilités ou aux successions dans lesquelles un ou plusieurs membres sont mineurs. La gestion discrétionnaire pour mineurs doit obligatoirement être de nature défensive.
- Le pouvoir de gestion signifie également que les parents peuvent faire des retraits d'argent ou de titres sur un compte non bloqué, tant que l'enfant est mineur (un tuteur a besoin d'une autorisation d'un juge de paix). Ils ne peuvent faire ces retraits pour leur enrichissement personnel. Ils doivent continuer à gérer ces avoirs dans l'intérêt de l'enfant. Ils peuvent les employer à titre exceptionnel pour certains besoins financiers de l'enfant (formation, mobilier, santé, ordinateur, moyens de transport, etc.). Pour des sommes plus importantes, la

banque demandera des justificatifs.

- Les deux parents (ou la personne désignée par le juge lors d'une séparation) dispose(nt) en principe de la «**jouissance légale**» des investissements sur ce compte. Ils peuvent disposer des intérêts et des dividendes générés par les investissements, mais ils doivent aussi employer ces revenus dans l'intérêt de l'enfant lui-même (entretien, éducation, formation). Cette jouissance légale ne s'applique pas à l'argent que l'enfant a gagné par son propre travail.
- Quand un enfant perçoit de l'argent ou des titres dans un héritage ou sur une décision de justice, ces avoirs doivent obligatoirement être crédités sur un compte à son nom. Ce compte doit rester bloqué aux retraits jusqu'à la majorité. Les parents ne peuvent pas disposer de ce compte, sauf s'ils demandent une autorisation au juge de paix.

Donation aux mineurs

L'incapacité juridique des mineurs pose un certain nombre de problèmes quand on veut les inclure dans une planification successorale.

Lorsqu'une personne ouvre un compte au nom d'un mineur, les dépôts ultérieurs ont souvent le caractère de donation. Toutes les règles d'usage pour une donation, s'appliquent.

Cela signifie, entre autres, que les dons effectués de main à main ou les dons par virement bancaire sont soumis aux droits de succession si le donateur décède dans un délai de trois ans.

Le fisc présume que les versements effectués lors des occasions traditionnelles (anniversaire, communion, nouvel an) ne sont pas soumis au droit, tant que le montant est proportionnel à l'actif du donateur. Seulement une donation notariée permet de contourner la règle des trois ans. Cette forme de donation est néanmoins soumise aux droits de donation de 3% en ligne directe et de 7% sur les autres lignes.

Un élément essentiel lors d'une donation est son **acceptation**.

Étant donné qu'une donation est également un accord et qu'un mineur «incapable» ne peut conclure un accord, le mineur lui-même ne peut donc pas accepter une donation. Quelqu'un d'autre doit donc l'accepter en son nom.

Si le don est fait par les deux parents ou d'autres ascendants encore en vie (les grands-parents par exemple), ces derniers sont autorisés au nom de l'enfant mineur d'accepter la donation sans demander une autorisation judiciaire.

Cependant si le don est fait par un des parents, il est présumé que le parent survivant peut accepter la donation pour le compte du mineur.

Toutefois, il est conseillé que le donateur et le (grand)parent qui accepte le don ne soit pas la même personne. Ceci à fin d'éviter des conflits d'intérêts, susceptibles de rendre la donation caduque.

Si les deux parents sont décédés, un tuteur du mineur a le droit d'accepter le don, bien que le tuteur ait besoin d'une autorisation spéciale du juge de paix.

Le mineur ne doit pas nécessairement être informé du don. Cette forme de **discrétion** peut être un choix éducatif. Un fils ou une fille serait dans ce cas susceptible de perdre toute motivation pour entreprendre de longues études par exemple.

Après l'acceptation du don, la **gestion** de l'actif est susceptible d'être un deuxième obstacle. La gestion de l'actif ne peut pas être confiée à un mineur. Tant que les parents sont en vie (ou l'un d'eux), ils doivent assumer cette gestion.

Dans ce contexte, ils ne peuvent agir avec une entière liberté. Il y a beaucoup d'actes pour lesquels les parents ont d'une autorisation spécifique d'un juge de paix.

Le législateur a toutefois prévu une exception. Les achats ou les ventes de titres ou de valeurs-papier placées sur un compte de titres auprès d'un organisme financier reconnu, n'exigent plus d'interventions juridiques.

Conclusion

Il est évident que la donation aux mineurs n'est pas une chose facile. Il est alors préférable d'éviter de faire des dons aux mineurs. Il est souvent plus aisé d'investir en son propre nom, et de donner le capital lorsque l'on estime que le mineur est assez mature pour ne pas faire de «bêtises». Si vous voulez quand même faire un don, il faut incorporer des mesures de sécurité maximales au niveau de la donation. Dans ce cas il est préférable de choisir une donation notariée, vous permettant d'inclure certaines clauses. Un acte notarié est un acte authentique, lequel, contrairement à un simple don de main à main ou à un don par virement bancaire dispose d'une validité suffisante vis-à-vis des tiers. En outre, l'acte est immédiatement exécutoire.

Les clauses pouvant être incluses sont les suivantes:

- Une clause conventionnelle de retour:
Les donateurs souhaitent dans ce cas que l'actif faisant l'objet de la donation leur revienne intégralement dans l'hypothèse du prédécès du mineur
- Faire une description des circonstances qui génèrent la dissolution de la donation:
par exemple des cas évidents «d'ingratitude» envers les donateurs tels qu'un crime commis par le bénéficiaire à l'égard du donateur, une condamnation pénale, une consommation excessive d'alcool et/ou de drogues, devenir membre d'une secte, etc.
- Introduction d'un pouvoir administratif:
Très souvent les donateurs souhaitent même après la majorité «bloquer» les avoirs à cause de l'incompétence et de l'inexpérience du bénéficiaire, dû à son jeune âge pour gérer les fonds.
On ne peut stipuler dans un acte de donation que le compte d'un mineur doit rester bloqué, étant donné que le mineur à l'âge de 18 ans devient juridiquement compétent. Par contre, pendant une durée déterminée (par exemple jusqu'à ses 35 ans) un pouvoir administratif peut être inclus, comme charge, dans l'acte de donation. La gestion des biens faisant l'objet de la donation peut dans ce cas être attribuée à une personne de confiance jusqu'à un certain âge.

Pour plus d'informations vous pouvez contacter notre service juridique au +32 (0)3 241 09 82.

Cette brochure est purement informative. Le contenu est basé sur une analyse minutieuse des différentes sources d'information dont notre société dispose, considérées comme fiables. Compte tenu de l'évolution rapide de la législation juridique et fiscale, nous vous demandons d'être prudent dans l'interprétation et l'application des informations fournies.